



DU CERTIFICAT DROIT DES SOCIÉTÉS



Structure de
formation

Faculté de Droit
et de Science
politique

Présentation

Certificat d'Etudes Spécialisées en Droit des Sociétés

Objectifs

- Programme lourd de perfectionnement et spécialisation en la matière après un cursus Master Professionnel Droit des Affaires.
- Méthode pédagogique reposant principalement sur le traitement de cas pratiques, fait par des universitaires et professionnels du droit.

Savoir-faire et compétences

Les enseignements sont assurés à 70% par des professionnels du Droit (juristes ou avocats)

Organisation

Contrôle des connaissances

- Examen oral avec une seule session.
- Préparation d'un cas pratique sur 1 heure et soutenance devant un jury composé d'un praticien et d'un universitaire durant 20 minutes.

L'obtention du diplôme suppose l'obtention d'une moyenne générale supérieure ou égale à 12/20 aux matières de cours.

Admission

Conditions d'admission

- Étudiants inscrits ou titulaires du Master 2ème année Juriste d'Affaires/DJCE
- Étudiants inscrits ou titulaires du Master 2ème année Droit du Commerce International

Public cible

Les Étudiants des Masters Juristes d'Affaires/DJCE et Droit du Commerce International.

Pré-requis obligatoires

Bon niveau en Droit des sociétés

Pré-requis recommandés



Droit des affaires – Droit des sociétés

Et après

Insertion professionnelle

- Cabinet d'avocats, département droit des sociétés
- Direction juridique des grandes entreprises

Infos pratiques

Lieu(x)

📍 Montpellier

En savoir plus

www.cde-montpellier.com

🔗 <http://www.cde-montpellier.com/>



Programme

Organisation

Séminaire d'une journée (6 heures) :

- La S.A.S.
- La société coopérative
- Les groupements libéraux
- La S.C.I
- Evaluation de sociétés
- Processus d'acquisition
- Convention de garantie
- Pactes d'actionnaires
- Transmission universelle de patrimoine
- Droit des sociétés et droit international
- Droit des sociétés et droit du financement
- Droit des sociétés et gouvernance
- Droit des sociétés et droit des procédures collectives
- Emission de titres
- Obligation de transparence
- Abus de marché
- Offres publiques